



Revue Interventions économiques

Papers in Political Economy

Hors-série. Transformations | 2014

Un monde en transformation : Perspectives économiques et recompositions régionales depuis la crise de 2007-2008

Monde arabe : entre crises et mutations

Arab World: Between Crises and Mutations

Mehdi Abbas



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5995>

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Mehdi Abbas, « Monde arabe : entre crises et mutations », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2014, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 14 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5995>



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.



Monde arabe : entre crises et mutations

Mehdi Abbas

*Maître de conférences, Grenoble-Alpes Université,
EDDEN-PACTE, Cnrs*

*Les politiques d'ouverture des
années 1980 ont produit un
libéralisme rentier*

Le système régional arabe¹ fait face à un paradoxe qui réside dans l'écart entre, d'une part, le nombre d'organisations (bureaucraties, agences, organisations, programmes, accords commerciaux, partenariats et coopérations économiques) dédiées à l'intégration régionale et la préférence affichée par les dirigeants politiques et la société civile en faveur de cette politique et, d'autre part, la faiblesse structurelle ainsi que relationnelle de cette intégration. Ce paradoxe a cela d'intéressant qu'il constitue un condensé des problèmes socioéconomiques et sociopolitiques que rencontrent les pays de la région. Cette dernière est entrée dans une phase, plus ou moins longue, de reconfiguration institutionnelle aux conséquences incertaines à laquelle s'ajoutent trois contraintes : 1) une croissance faible et peu créatrice d'emplois dans une région où sous-emploi et pauvreté touchent 40 % de la population ; 2) une crise écologique majeure (désertification, appauvrissement des sols, pénurie hydrique) qui conduira à terme à une crise alimentaire et agricole ; et 3) une crise de légitimité politique facteur d'instabilité, d'insécurité et de violence.

Trois séries de facteurs conditionnent les dynamiques économiques et politiques du monde arabe : 1) le jeu des grandes puissances ; 2) le rapport à l'économie internationale à l'origine de schémas de spécialisation ; et 3) les arrangements institutionnels propres aux systèmes nationaux d'économie politique des pays de la région. La spécificité du Maghreb Arabe-Moyen-Orient (MAMO) découle de la cohérence entre les compromis rentiers domestiques et les modalités d'articulation au marché mondial. La concomitance des crises économique et écologique globales avec l'épuisement du modèle clientéliste rentier produit une situation où les institutions politiques qui sous-tendent la stabilité sociale sont contestées. Le FMI et la Banque mondiale font le pari stratégique qu'un renforcement de l'intégration commerciale à l'échelon régional et

mondial est l'élément déterminant qui permettra de stimuler la croissance et de catalyser les réformes. Qu'en est-il exactement ?

Un schéma d'intégration Hub-and-Spoke

En premier lieu, l'intégration intra-régionale arabe subit un « court-circuitage » par des accords de libre-échange sans réel contenu, avec l'Europe et les États-Unis. Ce sont des schémas *Hub-and-Spoke* qui prévalent dans l'organisation du rapport au monde des économies arabes qui empêche la densification des liens horizontaux entre les économies périphériques. Cette situation a pour origine le « vide de puissance » au sein du monde arabe. Le *leadership* est *de facto* et par défaut assuré par les grandes puissances qui consolident leur domination sur les économies de la région. Aussi, les pays en demande d'intégration régionale (les pays pauvres en ressources) sont ceux qui ne peuvent assumer un *leadership* régional alors que ceux qui sont en mesure (les pays riches en ressources) de l'exercer n'ont aucun intérêt à l'intégration.

Une production d'hydrocarbures dissociée des besoins du développement

Bien qu'on observe ces dernières années une diversification vers l'aval de la filière des hydrocarbures dans les pays riches en ressources ainsi qu'au développement d'une production d'acier en Égypte, d'instruments électroniques au Liban ou encore d'exportations de potasse et de phosphate en Jordanie, le monde arabe demeure une zone économique de basse productivité et faiblement diversifiée, ne représentant que 3 % du produit industriel mondial et s'insérant dans les marchés mondiaux par le biais des ressources naturelles, du tourisme, des remises d'épargne des migrants et de

l'aide extérieure. Aussi, la structure de spécialisation n'est-elle porteuse d'aucune incitation pécuniaire ou non pécuniaire (effet d'agglomération, synergie en recherche et développement, etc.) à la régionalisation. Elle vient s'agglomérer aux rivalités géopolitiques pour empêcher toute division régionale du travail. Le constat apparent est que le régionalisme formel et officiel n'est pas sous-tendu par une intégration productive et commerciale. Or et en dépit des restrictions aux échanges financiers, l'intégration financière est plus poussée que l'intégration réelle. Dès lors, au lieu de chercher à converger institutionnellement vers le modèle européen, ne serait-il pas plus rationnel que ces pays inventent un nouveau modèle d'intégration régionale avec pour point de départ l'intégration financière, les services, l'investissement et les marchés publics ?

Par ailleurs, avec deux-tiers des réserves prouvées de pétrole et 46 % des réserves mondiales de gaz, les économies de la région dominent l'économie politique internationale des hydrocarbures, domination qui s'est consolidée ces dernières années, compte tenu de la croissance asiatique fortement consommatrice d'hydrocarbures, au dépend d'un développement industriel. Les pays de la région n'échappent pas au phénomène de *re primarisation* (prépondérance des matières premières et agricoles dans le commerce extérieur). L'évolution des soldes des balances des paiements souligne la dissociation de la production d'hydrocarbures des besoins de développement des pays producteurs. Ces derniers consacrent leurs ressources énergétiques à la satisfaction des besoins énergétiques des foyers d'accumulation de l'économie mondiale. De plus, les revenus de leurs exportations irriguent circuits de la finance globalisée (le fameux recyclage des pétrodollars) et financent l'importation de produits de consommation au lieu d'être consacrés à la construction de capacités productives.

Un régime rentier d'accumulation

Le rapport au monde est constitutif d'un régime rentier d'accumulation dans le sens où il conditionne la valorisation de la rente dont dépendront les arbitrages économiques, sociaux ainsi que les capacités financières des États à partir desquelles se construit la légitimité politique des coalitions dirigeantes. Les politiques d'ouverture des années 1980 ont produit un libéralisme rentier dont la principale manifestation a été la mise en place de réseaux clientélistes extravertis soutenus par l'émergence d'une couche sociale vivant non pas de la production industrielle mais de la captation de rentes. Tout changement des politiques d'ouverture induirait pour cette couche sociale ou certaines de ses composantes (commerçants, fonctionnaires, armée, propriétaires fonciers, entrepreneurs, ONG et institu-

tions de la société civile dépendantes des subsides de l'État) un déclassement ou une dégradation de sa position dans l'accès aux ressources de l'État, susceptibles de déconstruire les légitimités clientélistes instituées. C'est pourquoi l'intégration régionale ou internationale affecte les formes et les modalités des conflits socioéconomiques, les légitimités clientélistes et la capacité des institutions économiques et politiques à les résoudre.

Un atelier MENA ?

L'articulation de ces trois arguments montre les limites de la thèse des institutions internationales (FMI, Banque mondiale et OMC) concernant l'*Arab Factory* ou atelier MENA. Cette thèse se fonde sur une vision positiviste, fonctionnelle et utilitariste de l'intégration régionale et regroupe une littérature qui s'appuie sur les résultats des modèles gravitaires pour soutenir un agenda de réformes institutionnelles impulsées par l'intégration commerciale. Cette dernière créerait de la croissance et des emplois par attraction de l'investissement et multiplication des opportunités commerciales. Cela aurait pour effet d'améliorer la compétitivité, l'attractivité et d'enclencher le cercle vertueux des économies d'échelle grâce à l'accroissement de la taille des marchés permettant de sortir du régime de basse productivité de la région. L'intégration régionale fournirait également la discipline et les incitations nécessaires à l'adoption de réformes renforçant la compétitivité. La proposition d'un « atelier MENA » s'appuie sur deux séries d'arguments où l'intégration et l'ouverture économique sont déterminantes en vue d'une intégration géographiquement différenciée dans la chaîne de valeur globale. Les arguments de premier ordre sont les suivants : 1) l'amélioration de l'accès au marché MENA pour les exportations aura un effet concurrentiel bénéfique ; 2) la promotion des réformes réglementaires au-delà des frontières ; 3) la facilitation de la coopération régionale en vue de la fourniture de biens publics régionaux ; 4) la création des conditions institutionnelles d'émergence d'une *Arab Factory*. Les arguments de second ordre, à savoir la diversification productive de la région et la création d'emplois, viennent appuyer les analyses des organisations internationales sur les problèmes systémiques dont souffriraient les pays de la région.

Un agenda impossible à suivre

Trois remarques sur cette analyse. Tout d'abord, elle néglige la contrainte que font peser les économies émergentes sur les pays en développement non émergents en matière de localisation de segments industriels à forte valeur ajoutée. L'émergence, en réduisant l'espace des spécialisations profitables, rend extrêmement compliqué, voire impossible, le

développement d'une position compétitive pour les économies du monde arabe. Au contraire, compte tenu de la demande que leur adressent les émergents et les autres, l'insertion dans l'économie mondiale en tant que fournisseur de produits des industries extractives et d'hydrocarbures semble être durable. D'ailleurs, la contrainte qu'imposent les émergents laisse-t-elle d'autre choix aux économies arabes que la voie – sans issue – de la libéralisation compétitive ? L'émergence n'est-elle pas, pour partie, responsable de l'effondrement soudain des économies arabes non rentières car elle a érodé le compromis autoritarisme-développement en réduisant l'espace politique pour un développement profitable ?

Ensuite, la thèse de l'atelier MENA surestime les effets bénéfiques d'une zone de libre-échange tout en négligeant le fait que l'intégration régionale est porteuse de redéfinition des arrangements institutionnels propres aux économies qui s'intègrent, sans garantir que ces changements permettront d'orienter les ressources financières vers des activités productives. La littérature s'attarde sur les insuffisances des dispositifs institutionnels d'accompagnement des processus d'intégration régionale. Nous insistons plutôt sur, d'une part, les inerties économiques et institutionnelles des économies du monde arabe et, d'autre part, leur choix du bilatéralisme pour approfondir leurs relations avec l'UE ou les États-Unis comme explication du régionalisme sans régionalisation dans le monde arabe.

Enfin, l'agenda et la rhétorique de la réforme devraient être utilisés avec prudence. La participation et l'inclusion de la société civile ne sont en aucun cas la manifestation d'une ouverture mais plutôt d'une recomposition clientéliste des dispositifs économiques (aides, subventions, allocations) de légitimation politique. De même, le formalisme juridique et la multiplication des réglementations ne sont pas synonymes d'un recul des systèmes de gouvernance fondés sur des relations interpersonnelles. Les politiques de libéralisation et d'adoption des normes de bonne gouvernance ont été l'occasion d'une recomposition des systèmes d'alliances, de collusions hiérarchiques et d'une rénovation du favoritisme entre les élites dirigeantes et les diverses composantes d'une société civile faiblement autonome. La crise économique et financière n'a été que le catalyseur de la non-viabilité compromis politiques noués tout au long des décennies 1980 et 1990. Dès lors, le monde arabe est entré dans une phase de mutations institutionnelles plus ou moins violente qui perdurera tant qu'un nouveau compromis politique ne sera pas mis en place.

Pour conclure ...

C'est l'addition de la crise économique et financière, de la crise écologique et de société qui est à l'origine des recompositions à l'œuvre dans le monde arabe. Les prédictions de la prospective économique standard selon lesquelles la formation d'un marché régional assurerait la coordination efficace des anticipations des acteurs, réduirait les coûts de transaction et propulserait les économies de la région sur un sentier de croissance et de rattrapage technologique, ne résistent pas aux réalités socioéconomiques, sociopolitiques, historiques et institutionnelles de ces pays.

Elles laissent entière la question fondamentale de l'émergence de systèmes productifs capables de générer une croissance inclusive socialement, soutenable du point de vue environnemental et répondant aux impératifs de la compétitivité internationale. Elles ne prennent pas non plus en compte la question éminemment politique des coalitions hégémoniques en mesure de rendre cette émergence possible.

1. L'analyse porte sur les pays de la Ligue des États arabes (LEA) à l'exception des Comores, de Djibouti et de la Somalie, soit 6 % de la population et 4 % du PIB mondiaux. Sous cet angle, l'espace géographique étudié correspond à ce que les institutions internationales nomment le Maghreb arabe et le Moyen-Orient (MAMO) ou MENA selon l'acronyme anglais. Demandons-nous dès à présent si les difficultés à définir le périmètre de la région ne sont pas révélatrices d'une convergence postulée plus que démontrée, d'une communauté d'intérêts et de préférences affirmée plus qu'argumentée.